

Quand le « quartier » déborde au collège et au lycée

En Seine-Saint-Denis, les incidents violents se sont multipliés. Le phénomène, rare, touche toute la France

Depuis la rentrée de janvier, une série d'incidents aux abords d'établissements scolaires provoque la colère des enseignants, l'angoisse des familles et la peur des élèves. En Seine-Saint-Denis, les lycées Suger et Paul-Eluard, à Saint-Denis, ont été victimes d'incendie volontaire et de dégradation de matériel pour l'un, de jet de projectiles pour l'autre, les 22 mars et 3 avril. Au lycée Utrillo de Stains, un élève de 17 ans a été violemment agressé au marteau, le 12 mars. Quelques semaines plus tard, des élèves et des surveillants ont été à leur tour victimes d'agressions. Enfin, un groupe d'individus armés de battes de base-ball, de pétards et de gaz lacrymogènes s'est introduit, le 28 mai, dans le collège Sisley de L'Île-Saint-Denis, à la recherche d'un élève déjà agressé, selon ses professeurs, lors d'une sortie scolaire deux semaines plus tôt.

L'accumulation de ces faits graves laisse penser que le problème connaît un brusque emballement en Seine-Saint-Denis. Mais les violences qui émaillent la vie des collégiens et lycéens reviennent de manière cyclique, et partout sur le territoire. En septembre 2017, c'est à la sortie du lycée professionnel d'Ecully (Rhône) qu'une quinzaine de jeunes retrouvent trois adolescents à la sortie des cours pour les agresser violemment. En janvier 2018, le lycée Gallieni de Toulouse défraie la chronique lorsque les enseignants dénoncent, dans *L'Express*, un climat d'insécurité devenu intenable. En avril, une bande de cinq agresseurs, dont au moins trois anciens élèves, sème la terreur autour du collège Jules-Ferry de Mérignac (Gironde), blessant plusieurs élèves...

« Trois bouts de ficelle »

Ces moments où la violence du quartier surgit à l'intérieur ou aux abords de l'école sont imprévisibles, et d'autant plus traumatisants pour les élèves, les enseignants et les parents touchés. Les élèves les plus jeunes sont souvent les plus marqués. Lionel Lavergne, père d'un garçon en sixième au collège Sisley de L'Île-Saint-Denis, en témoigne. Son fils, resté dans les toilettes pendant toute la durée de l'intrusion du 28 mai, est « rentré en pleurs du collège ». L'un de ses camarades a reçu du gaz lacrymogène dans les

« Il y aurait plus de sécurité s'il y avait plus d'argent », affirme une collégienne de

Pile-Saint-Denis

yeux, et l'enfant est persuadé d'avoir entendu des coups de feu. « Notre angoisse est que ce genre d'événements, complètement imprévisibles, se reproduisent encore et encore », ajoute-t-il.

Ces incidents finissent de fait par ne plus choquer. Devant le portail du collège Sisley, quelques jours après l'intrusion, trois élèves de quatrième commentent les faits. « On a grandi avec ça, explique l'une d'elles. C'est pas grand-chose, par rapport aux descentes qu'il y a dans ma cité. » Une usure qui n'est pas pour autant vécue comme une évidence : les trois collégiennes ont parfaitement conscience de vivre, dans le cadre scolaire, « des choses pas normales », liées à la pauvreté de leur territoire. « Il y aurait plus de sécurité s'il y avait plus d'argent », conclut sa camarade de classe avec amertume.

Même son de cloche au lycée Suger de Saint-Denis, où les élèves qui passent le bac ont connu deux années mouvementées. L'une d'entre eux a vécu les échauffourées et l'évacuation du lycée, en 2017, et l'incendie survenu le 22 mars. « Comme c'est assez répétitif, on finit par le prendre à la légère, on est habitués », juge-t-elle. Et en même temps, quelque chose ne passe pas dans le fait d'être visé plusieurs fois au cours de sa scolarité. « C'est comme si le lycée était responsable de quelque chose, regrette l'adolescente. Mais je ne sais pas de quoi. »

Côté enseignants, le dialogue autour de ces flambées de violence est délicat. Les professeurs peinent à faire face à ces agressions liées à des logiques de territoire ou à des rivalités parfois vieilles de plusieurs années. Leurs élèves y sont souvent bien plus habitués qu'eux. Au lycée Utrillo de Stains, assailli par les médias après la flambée de violences de mars et avril, « les élèves ont fini par se rendre compte qu'ils vivaient

quelque chose d'exceptionnel », raconte Adrien Viallet, professeur de français. « Mais leur tolérance aux rapports violents est plus élevée. »

Havre de paix

Impossible cependant de déconstruire le problème en amont, faute de temps pour en parler. « On fait ce qu'on peut, avec trois bouts de ficelle », se plaint Saïoa Ruiz, professeure d'espagnol au collège Sisley, qui rappelle qu'une assistante sociale est présente « deux demi-journées par semaine » dans l'établissement. Le décalage entre la nature supposée de leur métier et l'évidence des

enjeux sécuritaires use les enseignants. « J'ai tout le temps l'impression que notre mission excède ce qu'elle devrait être », avoue Louise Langagne, professeure d'arts plastiques à Sisley, syndiquée SNES-FSU.

La violence aux abords des collèges et lycées est d'autant plus difficile à appréhender qu'elle

concerne une minorité de lieux, donc une minorité d'élèves, et doit être gérée « au cas par cas ». Selon Eric Debarbieux, spécialiste de la question et auteur d'un récent rapport sur le sujet, ces « intrusions » où la violence du quartier brise la frontière de l'établissement scolaire ne concerneraient que 2,3 % des faits portés à la connaissance de l'éducation nationale dans le second degré.

La principale violence que connaissent les enfants reste verbale et entre élèves. Selon les évaluations annuelles de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) – d'après une enquête réalisée au printemps 2017 auprès d'un échantillon de 360 collèges –, les établissements restent par ailleurs un havre de paix pour les élèves. Entre leur sentiment de sécurité à l'intérieur et à l'extérieur, on trouve une différence de 15 points. Ils sont 90 % à se dire en sécurité dans le collège, alors

qu'ils ne sont que 75,9 % à se sentir bien dans leur quartier. Un écart qui s'est « accentué », commente Fabienne Rosenwald, directrice de la DEPP, qui souligne que les problèmes sont « concentrés sur un très petit nombre d'établissements ».

Pour Dominique Berthelot, délégué interministériel chargé de la prévention du harcèlement et des violences en milieu scolaire, ces phénomènes sont mieux pris en compte aujourd'hui. De

« J'ai tout le temps l'impression que notre mission excède ce qu'elle devrait être »

LOUISE LANGAGNE
professeure d'arts plastiques

puis 2009, des équipes mobiles de sécurité peuvent être déployées par les rectorats, et des formations en partenariat avec la gendarmerie existent pour les chefs d'établissement, qui y trouvent des « mises en situation de prévention et de gestion des crises », dont fait partie la violence d'intrusion. Une centaine de personnes y par-

ticipent chaque année.

Selon Frédéric Péchenard, vice-président LR de la région Ile-de-France chargé de la sécurité des lycées, la demande de sécurisation des établissements a par ailleurs explosé, ces deux dernières années. Depuis 2016, 30 millions d'euros ont été dépensés par la ré-

gion pour sécuriser 498 lycées, sur les 776 que compte l'Ile-de-France. La région a également lancé une « phase exploratoire » pour augmenter sa capacité à déployer des équipes de sécurité sur les « quelques établissements qui posent régulièrement problème ». ■

VIOLAINE MORIN